

**Perception en Turquie des attentats du 11 septembre  
et de la riposte américaine.  
Les discours et les débats dans l'immédiat après 11 septembre**

---

Sylvie Gangloff

Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA), Istanbul

Dans les jours et les semaines qui ont suivi le 11 septembre, les attentats ont fait la une de la presse. Toutefois, contrairement aux cas des pays d'Europe occidentale, les débats suscités par ces attentats dans les tribunes des quotidiens sont restés prudents. Les images terrifiantes de l'avion de l'American Airlines s'écrasant sur une des tours sont bien sûr passées en boucle à la télévision mais, l'effet spectaculaire estompé, les conversations sont bien vite retombées sur la crise économique et son lot de problèmes sociaux. Cette très grave crise économique a continué de polariser une grande partie de la presse et des discours politiques. En d'autres termes, l'opinion publique turque ne s'est sentie que marginalement concernée et a observé d'assez loin les événements. Il n'y a ainsi eu ni panique à l'anthrax, ni réelle peur d'être la cible d'attentats même si cette hypothèse a forcément très officiellement été envisagée.

Les dirigeants ont, eux, dans un premier temps, observé une grande prudence dans leur déclarations, au point que les dénonciations de passivité ont fusé. Les débats sur l'opportunité et le degré d'un soutien aux opérations militaires américaines en Afghanistan ont toutefois rapidement occupé une bonne place dans les couloirs ministériels et dans la presse, sans toutefois que ces débats n'estompent d'autres dilemmes politiques d'actualité (comme Chypre, la réforme constitutionnelle, etc.).

Cette étude rédigée à chaud repose en grande partie sur une analyse de la presse turque et sur des réactions recueillies dans des divers milieux stambouliotes. Une sélection de coupures de presse, espérée la plus représentative possible des diverses réactions, a été opérée. La presse turque se caractérise, entre autres, par le poids relativement considérable des éditoriaux (comparé notamment à la presse française). Un simple quotidien d'une vingtaine de pages<sup>1</sup> affiche ainsi en moyenne une douzaine d'éditos. Rédigés par de « simples » journalistes ou par divers intellectuels, écrivains ou analystes politiques (enseignants/chercheurs, etc.), par des officiers militaires ou ambassadeurs à la retraite, ces éditoriaux sont les plus représentatifs des analyses courantes en matière politique. Enfin, ils ne se marient pas forcément avec la coloration politique générale du quotidien qui les publie.

---

<sup>1</sup> La crise économique a particulièrement touché le monde des médias. La presse quotidienne ne présente ainsi généralement plus qu'une vingtaine de pages et les pages consacrées à la politique étrangère ont été parmi les plus concernées par ces allègements.

Ces tendances politiques de la presse turque se présentent de façon schématique – et donc forcément simplificatrice – de la façon suivante :

- *Sabah*, centriste et populiste ;
- *Hürriyet*, centriste ;
- *Milliyet*, centriste ;
- *Türkiye*, quotidien populaire à tendance islamiste-nationaliste, proche du parti islamiste ;
- *Cumhuriyet*, quotidien de centre-gauche, se voulant un quotidien intellectuel et non populiste, se présentant le vrai héritier du kémalisme ; il est marqué par une tendance nationaliste(-kémaliste) certaine et sa diffusion est aujourd'hui assez limitée ;
- *Radikal*, quotidien de gauche modéré, représentant lui aussi un courant plus intellectuel et moins populiste, mais se démarquant de la « vieille garde » que représente *Cumhuriyet* ;
- *Zaman*, quotidien du mouvement islamique (ou islamiste !) des Fethullahcı (Nurcu) ;
- *Yeni Şafak*, quotidien populiste islamiste ;
- *Akit*, quotidien islamiste ;
- *Evrensel*, quotidien communiste (diffusion limitée) ;
- *Turkish Daily News*, quotidien turc en langue anglaise, nationaliste ;
- Enfin, les dépêches de l'agence de presse nationale officielle, Anadolu Ajansi, a également été consultée.

### Les premières réactions<sup>2</sup>

Au lendemain de l'attaque du 11 septembre, la presse turque a très largement couvert l'événement, y consacrant de nombreuses pages. L'ensemble des articles dénoncent le chaos et l'horreur qui s'est abattu sur le monde du XXI<sup>e</sup> siècle (*Hürriyet*, *Sabah*, *Yeni Şafak*, 12 septembre) ; d'autres, plus alarmistes, annoncent la Troisième Guerre mondiale (*Cumhuriyet*, 12 septembre). Récits des événements, spéculations sur le nombre de victimes et prudentes interrogations sur les auteurs des attentats forment le gros des commentaires de ce 12 septembre. La suspicion immédiatement centrée sur Bin Laden semble avoir été admise sans trop de critiques.

Quelques articles ont cependant immédiatement souligné la responsabilité indirecte (voire, sous-entendu, la responsabilité directe) des Etats-Unis dans le terrible coup qui venait de lui être porté. Sous le titre « Attaque contre la Pax Americana », un éditorialiste de *Türkiye* spéculait sur les raisons de ces attentats : réactions face au nouveau programme d'armements lancé par les Etats-Unis et notamment le projet de système de défense (fusées), et lutte contre le nouvel ordre mondial dirigé par les Etats-Unis où « les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ». En bref, une « fantastique résistance face à la Pax Americana »

<sup>2</sup> La maison d'édition Yapi Kredi a très rapidement (mi-octobre) publié sous le titre *11 Eylül* (11 septembre), un ouvrage rassemblant des éditos de la presse turque publiés dans les jours qui ont suivi les attentats (couvrant la période du 12 au 21 septembre) de même que la traduction en turc d'une sélection d'articles de la presse étrangère.

(Yılmaz Öztuna, *Türkiye*, 12 septembre). Le quotidien communiste *Evrensel* met en cause la responsabilité des Américains encore plus directement sur le mode « à qui profite le crime » : « la lutte pour la défense de la paix que les attentats induiront forcément ne pourra que permettre aux Américains de relancer la production d'armements et de réaliser ainsi leur projet de bouclier de fusées » (İhsan Çaralan, *Evrensel*, 12 septembre). Enfin, le quotidien islamiste *Akit*, lui, sous le titre « Pilule amère » (à la une) attaque bille en tête la politique américaine, rappelant que les Etats-Unis soutiennent Israël qui massacre quotidiennement des Palestiniens et que les bombardements de l'Irak ont fait les milliers de morts !

Dans l'opinion publique, une certaine incrédulité face à la vulnérabilité de la plus grande puissance du monde, conjuguée avec un américanisme latent – ou plutôt une profonde méfiance vis-à-vis de cet allié, ont immédiatement engendré des rumeurs sur la responsabilité de ces attentats : en résumé, les dirigeants américains les auraient eux-mêmes organisés afin de justifier le nouveau programme d'armements et de faire voter les crédits nécessaires par le Congrès.

Enfin, une très large place a été accordée, durant ces premières journées, aux conséquences économiques de ces attentats : la crainte d'une récession mondiale qui entraînerait la Turquie encore un peu plus vers bas transparaît dans de nombreux articles. De plus, en ces temps de crise, la Turquie est à l'affût de crédits internationaux, et les commentateurs turcs ont immédiatement craint un glissement des crédits occidentaux vers « l'effort de guerre contre le terrorisme ».

### **L'engagement aux côtés des Etats-Unis : hésitations et débats**

#### *Un engagement militaire progressif*

Les premières réactions officielles ont été extrêmement prudentes. La position des dirigeants se résume à l'équation suivante : le terrorisme est un problème universel. La moindre des choses est de le combattre et la Turquie ne peut donc que se ranger aux côtés des Etats-Unis. De plus, la Turquie est elle aussi victime du terrorisme (lire du « terrorisme kurde »), son soutien n'en est donc que plus naturel.

La Turquie a donc positivement répondu aux demandes américaines d'utilisation de ses aéroports pour la réalisation de l'opération « Enduring Freedom » et a proposé de partager avec son allié américain les renseignements dont elle dispose sur les réseaux islamistes. Fin octobre, elle a gelé les comptes bancaires des organisations de charité pour les Bosniaques et les Tchétchènes soupçonnées d'entretenir des liens avec al Qaeda (Anadolu Ajansi, 14 novembre).

Toutefois, dans un premier temps, toute participation militaire de la Turquie aux opérations en Afghanistan a été formellement et fermement exclue à l'exception d'une aide à la formation militaire des forces d'oppositions aux Talibans. Ce fut la teneur des propos du

Premier ministre Bülent Ecevit dans sa lettre au Président Bush, datée du 22 octobre, où il accorde officiellement aux Américains l'ouverture de l'espace aérien turc et des facilités d'utilisation de ses bases et aéroports et notamment de la base d'Incirlik<sup>3</sup> (*Milliyet*, 22 septembre, *Hürriyet*, 26 septembre). De même, le ministre de la Défense, S. Çakmakoğlu (du parti nationaliste MHP), exclut tout aussi fermement une participation de l'armée turque : « nous ne serons pas impliqués dans des actions militaires à l'exception de la formation militaire » (*Cumhuriyet*, 15 octobre). Les propos de l'état-major vont dans le même sens (voir, par exemple, les déclarations du général Çevik Bir, *Cumhuriyet*, 24 octobre). La Turquie propose essentiellement d'entraîner les combattants de l'Alliance du nord de Rashid Dostum et recommande en même temps aux Etats-Unis de s'appuyer sur cette alliance pour éradiquer la présence talibane dans le pays. Les étroites relations de la Turquie avec Rashid Dostum, qui représente la faction ouzbek des « Afghans » sont connues<sup>4</sup>. Ses liens avec l'ancien Refah / Fazilet (le parti islamiste) ont également été révélés par Abdullah Gül, un responsable du parti (*Turkish Daily News*, 2 octobre).

C'est donc avec une certaine surprise que la presse a appris, le 2 novembre, par une déclaration du Premier ministre, que la Turquie envoyait une force spéciale d'environ 90 hommes en Afghanistan (*Hürriyet*, *Sabah*, *Cumhuriyet*, *Milliyet*, 2 novembre). Cette décision aurait été prise à l'unanimité et sans réserve par le Conseil des ministres (*Sabah*, 2 novembre). Le Premier ministre B. Ecevit a tout simplement déclaré qu'il était « naturel pour la Turquie de participer à la lutte contre le terrorisme aux côtés de son allié américain » (*Hürriyet*, 2 novembre). Un autre motif a toutefois été plusieurs fois avancé : le symbole que représente l'engagement militaire d'un pays musulman dans cette intervention en Afghanistan, à savoir « signifier au monde qu'il ne s'agit pas là d'une lutte contre l'islam » (déclaration d'İsmail Cem reprise par l'ensemble de la presse, voir par exemple, *Cumhuriyet*, 2 novembre – cf. ci-dessous). La mission de cette « force spéciale » n'a pas été précisée mais, une dizaine de jours plus tard, les autorités ont annoncé que la Turquie allait commander les forces de l'Alliance du nord de Mazar-i Sharif jusqu'à la frontière ouzbek, c'est-à-dire sur environ 150 kilomètres (*Cumhuriyet*, 11 novembre). Au fur et à mesure que se précise l'éventualité, puis la certitude, d'une participation militaire plus active de la Turquie aux opérations militaires, les discours officiels ont glissé vers une dénonciation de plus en plus ferme du régime des Talibans, du danger qu'il représente pour l'Afghanistan mais aussi pour l'ensemble de la région Caucase-Asie centrale-Turquie voire « pour le monde entier » (*Sabah*, 29 septembre, entretien accordé par le Premier ministre B. Ecevit à la chaîne anglaise BBC 1, le 11 novembre).

Un mois après l'annonce de l'envoi de cette force spéciale, elle n'était toujours pas officiellement déployée. Fikret Bila (*Milliyet*, 27 novembre) s'interroge sur ce retard. Il avance

---

<sup>3</sup> La base d'Incirlik, située dans le sud-est anatolien près des côtes méditerranéennes (près d'Adana) a déjà eu son « heure de gloire » durant la guerre du Golfe. Depuis, elle est utilisée pour la mission d'observation du nord de l'Irak (opération « Northern Watch »).

<sup>4</sup> Voice of Turkey (radio financée par le ministère des Affaires Etrangères, le Conseil national de sécurité et le MIT) est diffusé quotidiennement en ouzbek et en kirghiz sur le territoire afghan.

diverses hypothèses : l'opposition du Président pakistanais et de nombreuses forces en Afghanistan ; le canal utilisé par Washington pour formuler sa demande, bilatéral et non otanien, serait plus lent, etc. Ces explications n'ont guère convaincus. L'opposition afghane a très vraisemblablement été consultée. Elle dispose d'un représentant permanent en Turquie et elle n'a jamais caché ses étroites relations avec Ankara. Le Pakistan, avec lequel la Turquie entretient des bonnes relations<sup>5</sup>, a également sûrement été consulté. Le canal (bilatéral) usé pour effectuer cette demande est généralement plus rapide que la structure un peu lourde de l'OTAN (la force déployée en Bosnie-Herzégovine en a déjà fourni de nombreuses preuves).

Fin novembre, le journal afghan *Frontier Post* annonce que les soldats turcs sont entrés en Afghanistan avec les soldats américains deux semaines auparavant (information reprise par *Milliyet*, 29 novembre). Quelques jours plus tard, un journal pakistanais affirme également que les soldats turcs sont arrivés à la mi-novembre, motivant une série de questions au parlement turc (Les soldats turcs sont-ils, ou non, déjà sur place ? Combien sont-ils ? Depuis quand ? Anadolu Ajansi, 6 décembre), questions auxquelles ni le gouvernement ni l'état-major n'a apporté de claires réponses. De fait, les déclarations officielles sont restées assez ambiguës : « La Turquie se prépare à envoyer 3000 soldats en Afghanistan » (*Türkiye*, 16 novembre) ; « La Turquie va envoyer de 3 à 5000 soldats » (*Milliyet*, 27 novembre) ; « Le chef d'état-major présente au gouvernement un plan de déploiement de 1050 soldats en Afghanistan » (*Cumhuriyet*, 29 novembre) ; « La Turquie va participer à la force de maintien de la paix en Afghanistan à hauteur de 1000 soldats » (*Sabah*, 20 décembre) ; « La Turquie a déclaré être prête à envoyer 600 soldats » (*Milliyet*, 25 décembre)... le lecteur s'y perd.

Dès la mi-novembre, il est également annoncé que la Turquie pourrait diriger la force de maintien de la paix qui va être déployée en Afghanistan (*Cumhuriyet*, 15 novembre). La direction de cette ISAF (International Security in Afghanistan Force) a engendré d'importantes spéculations dans la presse turque comme dans la presse internationale. Ces spéculations reflètent très clairement des hésitations et négociations au sein d'une coalition anti-terroriste plus qu'informelle et imprécise. Elles expliquent en partie les informations assez contradictoires collectées par la presse turque. Fin décembre, c'est vers une direction anglaise temporaire de l'ISAF que l'on se dirige, la Turquie devant prendre le relais trois mois plus tard (*Türkiye*, 12 décembre, *Cumhuriyet*, 21 décembre).

#### *La scène politique turque*

De façon générale, les incohérences des réactions officielles et les changements de positions ont marqué la politique turque vis-à-vis du 11 septembre et de ses suites. Ces quelques maladresses et hésitations ont forcément été rapportées par la presse. L'incurie des dirigeants a de nouveau été dénoncée et le gouvernement accusé de n'avoir compris la portée

---

<sup>5</sup> Les bonnes relations entre la Turquie et le Pakistan remontent à l'époque du Pacte de Bagdad (devenu Cento). Depuis lors, une certaine permanence (absence de litige majeur) caractérise ces relations.

des événements du 11 septembre qu'une semaine après (*Türkiye*, 15 octobre). La passivité du Premier ministre Bülent Ecevit a notamment été l'objet de critiques. Ses déclarations – qualifiées « d'insipides » – ont été abondamment commentées et l'opposition en a profité pour réitérer ses demandes d'élections législatives anticipées. Le ministre des Affaires Etrangères, İsmail Cem, un homme généralement plutôt prudent dans ses déclarations comme dans ses actions, n'a pas été épargné : il aurait attendu bien longtemps (fin septembre) avant de se rendre à Washington pour discuter de la situation avec les dirigeants américains. S'y sont également mêlées des querelles de clochers entre le Premier ministre Bülent Ecevit et le Président Ahmet Necdet Sezer : lorsque l'un parle au Président Bush au téléphone, l'autre envoie immédiatement une lettre au Président américain pour prendre les devants et s'assurer de sa prééminence dans le dialogue avec les Etats-Unis (il en a ainsi été de la lettre datée du 22 septembre de B. Ecevit au Président Bush). Cette compétition entre les « deux Premiers » explique elle aussi l'incohérence des propos des dirigeants, et surtout elle a engendré une certaine précipitation dans la prise de décisions (*Turkish Daily News*, 26 septembre).

Ces incohérences reflètent la configuration confuse de la scène politique turque. La contradiction des déclarations officielles ne surprend ainsi plus en Turquie. La coalition à l'époque au pouvoir (DSP, MHP, ANAP) est hétéroclite et fragile, et le gouvernement très critiqué en ces temps de crise économique. En revanche, diverses sources indiquent que les 2/3 de la population turque seraient opposés aux opérations militaires contre l'Afghanistan, et la quasi-totalité (90%) opposée à une participation turque à ces opérations (*Turkish Daily News*, 4 octobre). Dans ce contexte, les prises de positions prudentes et parfois peu claires des dirigeants se comprennent un peu mieux.

Quant aux partis politiques nationalistes (MHP, au pouvoir) et islamistes (Saadet et AKP<sup>6</sup>), ils affichent les plus grandes réserves quant à ces opérations militaires. Le MHP insiste sur la protection et la sauvegarde des intérêts de la Turquie dans cette affaire, recoupant, sur ce point, les positions de nombreux décideurs et commentateurs turcs (cf. ci-dessous). Les islamistes, eux, expriment leur scepticisme quant au bien-fondé et au résultat de ces opérations militaires et reprennent leur « rhétorique tiers-mondiste » sur la superpuissance qui poursuit ses propres intérêts sans considération aucune pour les peuples qui en souffrent. Ces positions ont, par exemple, été exprimées lors des débats au parlement le 7 novembre suite à la décision du gouvernement d'envoyer des troupes en Afghanistan : « Les Etats-Unis ont décidé une opération militaire en Afghanistan alors que les preuves de la responsabilité des Talibans ne sont pas claires. (...) Les plus forts bombardent les plus faibles. (...) Des civils innocents souffrent alors qu'il n'y a pas de preuves » (Mustafa Kamalak, député du Saadet). Mehmet Çiçek, député du parti AKP, met en garde contre les dangers d'une participation turque à cette guerre. Dans un discours aux relents catastrophiques, il annonce que « tout comme l'Empire ottoman a disparu durant la Première Guerre mondiale à cause d'une erreur tactique, la

---

<sup>6</sup> L'ancien parti islamiste, le Refah, rebaptisé Fazilet, s'est scindé en août 2001 entre un courant conservateur (le Saadet partisi – Parti de la félicité) et un courant plus modéré et « moderniste » (Adalet ve Kalkınma partisi – Parti de la justice et du développement, ou AKP).

République de Turquie pourrait aujourd'hui disparaître avec la guerre en Afghanistan » (débat résumés dans une dépêche d'Anadolu Ajansi, 7 novembre).

Enfin, ces hésitations reflètent surtout un réel débat sur l'opportunité d'un engagement militaire aux côtés des Etats-Unis dans cette bataille.

#### *La teneur des débats*

Les uns demandent l'engagement de la Turquie aux côtés des Etats-Unis sans tarder et sans hésiter. Il s'agit de démontrer de façon claire que la Turquie est dans le camp des Occidentaux (et « est occidentale ») et de prouver que la Turquie reste indispensable à la défense de l'Ouest après la chute des régimes communistes. Cette fois-ci, la Turquie ne jouerait plus un rôle de « rempart contre le communisme » mais de « rempart contre le fondamentalisme musulman ». Le débat avait été posé dans des termes très similaires en 1990-91 lors de la guerre du Golfe. C'est dorénavant face aux turbulences du Moyen-Orient que la Turquie va négocier sa « rente stratégique » et non plus face au Bloc communiste. Cette démonstration de l'importance de la Turquie pour la défense de l'Ouest est d'autant plus la bienvenue que d'après controverses l'oppose à l'U.E. sur l'Identité Européenne de Défense et de Sécurité. « Après cet incident [11 septembre], il est devenue claire que l'IEDS ne peut être effective sans une participation de la Turquie aux mécanismes de prise de décisions » (discours du Premier ministre B. Ecevit sur la chaîne de télévision CNN Türk le 29 septembre). Enfin, la Turquie a besoin de crédits occidentaux pour surmonter la crise économique qui la touche durement, et l'heure doit plutôt donc être à la collaboration (*Milliyet*, 12 octobre).

La Turquie cherche, d'autre part, depuis 1991, à s'ériger en acteur influent dans la région centre-asiatique. Il convient donc non seulement de ne pas manquer cette occasion d'accroître son influence mais, de plus, de ne pas se retrouver marginalisée dans les recompositions politiques que risque de provoquer l'intervention américaine en Afghanistan. « Si la Turquie ne participe pas à la coalition anti-Talibans, elle sera ensuite exclue de la redéfinition géopolitique de la région et ne pourra y jouer un rôle significatif, laissant la place à ses rivales » (Sami Kohen, *Milliyet*, 12 octobre). « La Turquie pourrait perdre son importance stratégique dans la région en cas de développement de la coopération entre les Etats-Unis, la Russie et l'Iran » (*Radikal*, 30 septembre). D'autres vont un peu plus loin dans cette logique : « les Etats-Unis sont-ils réellement en train de combattre le terrorisme ou en train de fonder un nouvel ordre international ? Apparemment, cette dernière assertion est la bonne (...). [Et dans ce cas], ils en sortiront victorieux et cela ne pourra qu'accroître notre importance. Nous n'avons pas pu pénétrer les pays d'Asie centrale et n'avons pu véritablement les influencer ces dix dernières années. Les Etats-Unis nous y aideront » (Mustafa Balbay, *Cumhuriyet*, 16 octobre). Le déploiement de forces turques, prévue dans la région de Mazar-i Sharif et plus précisément entre Mazar-i Sharif et la frontière ouzbek, indiquent d'ailleurs clairement que l'objectif des dirigeants turcs est bien d'affirmer ou d'affermir son rôle en Asie centrale.

Mais, la Turquie doit aussi tenir compte des réactions des autres pays musulmans. Il s'agit de ne pas se retrouver marginalisée – ou encore plus marginalisée – dans le monde arabe qui l'entoure géographiquement, et de ne pas être dénoncée – ou encore plus dénoncée – comme le « pion des Etats-Unis ». Quelques précautions – au moins oratoires – ont, à cet égard, été prises : ainsi, la Turquie a annoncé, assez soudainement, une semaine après les attentats, qu'elle suspendait les longues négociations sur l'élaboration d'une coopération en matière de missiles de défense avec les Etats-Unis et Israël. Selon *Sabah*, il s'agirait bien là ne pas s'aliéner ses voisins dans ces moments de crises entre le monde arabe et les Etats-Unis (*Sabah*, 13 septembre). Les dirigeants turcs ont, en fait, assez rapidement après le 11 septembre fait montre d'une certaine tiédeur dans leur coopération avec Israël. Au fur et à mesure que se confirmait l'engagement militaire de la Turquie aux côtés des Etats-Unis, et parallèlement la violence de la répression israélienne dans les territoires occupés, les dirigeants turcs se sont désolidarisés (dans leurs déclarations) de la politique de ce pays. Le Premier ministre B. Ecevit a tenu des propos assez fermes sur la répression israélienne : « Sharon a l'intention d'imposer des sanctions extrêmement injustes dans les territoires palestiniens » (Anadolu Ajansi, 4 décembre) ; « Sharon est allé trop loin » (*Radikal*, 5 décembre) ; « Il est clair qu'Israël cherche la guerre » (*Sabah*, 8 décembre)

Beaucoup recommandent la prudence dans l'engagement de la Turquie. Il faut veiller à la défense des intérêts nationaux du pays. Le ministre de la Défense S. Çackmakoglu (MHP) a notamment tenu de très fermes propos à ce sujet : « Si c'est en contradiction avec les intérêts turcs, nous n'enverrons jamais de troupes en Afghanistan » (*Cumhuriyet*, 15 octobre). Le précédent de la guerre du Golfe pèse très lourdement dans ces réticences.

#### *Le précédent de la guerre du Golfe*

Beaucoup rappellent le précédent de la guerre du Golfe où la Turquie s'était fermement engagée aux côtés des Etats-Unis : elle avait, à l'époque, autorisé l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik pour l'opération « Bouclier du désert » et mobilisé 200 000 soldats à sa frontière avec l'Irak, obligeant Saddam Hussein à en faire de même. Cet engagement inconditionnel devait beaucoup à l'ancien Président Özal et il n'avait pas été sans susciter de houleuses réactions dans la classe politique et militaire (démission du ministre de la Défense, du ministre des Affaires Etrangères et du chef d'état-major).

Depuis lors, les dirigeants turcs font le décompte des pertes économiques, financières et politiques de cet engagement : la fermeture du pipeline avec l'Irak aurait coûté de 35 à 40 milliards de dollars selon les sources, sans compter la perte du marché irakien (le plus important partenaire de la Turquie dans la région). Politiquement, la Turquie a fait face à un regain d'impopularité dans les pays arabes, et surtout la zone du nord de l'Irak (peuplée de Kurdes) étant devenue incontrôlée, les Kurdes du PKK ont pu y établir des bases arrière. En clair, l'engagement de la Turquie aux côtés des Américains contredisait ses intérêts nationaux. De plus, elle n'a pas obtenu de compensations (financières, militaires ou politiques) pour cet

engagement : « L'aide promise par les Etats-Unis n'a jamais été livrée » (*Turkish Daily News*, 26 septembre).

Le débat sur l'engagement de la Turquie aux côtés des Américains en Afghanistan présentent de nombreuses similarités : entre la défense des intérêts nationaux de la Turquie et la démonstration de son rôle dans la défense de l'Ouest face aux « menaces de l'après guerre froide ». Il est donc forcément reproché aux dirigeants actuels de ne pas avoir su, une fois encore, négocier les termes de leur indéfectible alliance et de n'avoir pas cherché à protéger avant tout les intérêts nationaux du pays. On a, par exemple, beaucoup reproché à B. Ecevit de s'être engagé à ouvrir l'espace aérien turc et la base d'Incirlik sans avoir assuré de la défense des intérêts nationaux de la Turquie (voir, par exemple, *Turkish Daily News*, 26 septembre).

#### *Monnayer son engagement*

Ne pas répéter l'erreur de la guerre du Golfe, c'est donc surtout monnayer son engagement de façon claire et s'assurer ainsi, au préalable, de la défense des intérêts nationaux du pays (Sami Kohen, *Milliyet*, 25 septembre).

Trois dossiers viennent alors sur la table des discussions : Chypre (et l'adhésion de l'île à l'Union européenne), l'armée européenne (ou Initiative de sécurité et de défense européenne) et l'aide internationale pour résoudre la crise économique en Turquie. Ces trois dossiers ont notamment été abordés lors de la visite du ministre des Affaires Etrangères Ismail Cem à Washington à la fin du mois de septembre et lors de la visite de Colin Powell en Turquie début décembre (*Turkish Daily News*, 6 décembre).

Outre un soutien politique sur ces trois questions, la Turquie cherche à obtenir des compensations financières alors que les crédits promis par la Banque mondiale sont jugés peu élevés. La question des quotas imposés aux importations textiles de Turquie aux Etats-Unis a également été évoquée (voir, par exemple, Anadolu Ajansi, 6 décembre). La Turquie cherche, par ailleurs, à obtenir des compensations militaires. L'administration Bush a soumis au Congrès un projet d'aide à la Turquie incluant l'annulation d'une partie de sa dette militaire et des donations de surplus, projet qui a immédiatement suscité la vive réaction du lobby grec (*Cumhuriyet*, 22 novembre). Les Etats-Unis planifie également de céder 25 hélicoptères à la Turquie et de livrer des hélicoptères Seahawk sur des crédits de l'Eximbank américaine (Anadolu Ajansi, 7 novembre, *Milliyet*, 8 novembre).

« *Le deux poids, deux mesures des Occidentaux* »

Dès les lendemains du 11 septembre, la Turquie a mis en avant *sa* propre expérience du terrorisme (sur le mode « nous qui combattons le terrorisme depuis longtemps »). Dirigeants et presse se sont ensuite associés dans un regain d'accusations et de condamnations d'aide aux terroristes du PKK, l'Allemagne étant la première visée par ces accusations (Fikret Bila,

*Milliyet*, 20 septembre ; Erol Manısalı, *Cumhuriyet*, 9 novembre ; *Türkiye*, 27 septembre ; *Milliyet*, 22 septembre, 10 octobre ; *Turkish Daily News*, 22 septembre, 4 octobre ; discours du Premier ministre B. Ecevit sur la chaîne de télévision CNN Türk le 29 septembre ; etc.). Les Etats-Unis, en revanche, sont régulièrement loués pour leur soutien à la lutte contre le terrorisme (lire le PKK – voir, par exemple, les déclarations d'Ecevit, *Türkiye*, 10 octobre, CNN Türk, 30 septembre). Selon ces discours, « les Occidentaux ne peuvent aujourd'hui que comprendre l'importance de la lutte contre ce phénomène et, donc, leurs erreurs du passé ». Cette réaction n'est pas l'apanage de la Turquie. Tous les pays qui luttent, ou ont du lutter, contre des mouvements autonomistes, indépendantistes ou contre des demandes de leurs minorités (exprimées via le terrorisme ou dénoncées comme telles), ont réagi de même. Les dirigeants de la République de Macédoine n'ont ainsi pas manqué de souligner que les Américains, « à leur tour victimes », devaient comprendre aujourd'hui le bien-fondé de leur lutte contre les « terroristes albanais », les Israéliens ont intensifié leurs raids contre les « terroristes palestiniens », etc.

En conséquence, la Turquie ne peut que se ranger aux côtés de son allié américain dans cette lutte contre le terrorisme puisque, elle aussi, en est victime (cohérence de sa démarche). De plus, ces événements « confortent la Turquie dans son approche [sic] du terrorisme » (*Cumhuriyet*, 13 septembre) et les alliés se doivent aujourd'hui de comprendre ce danger, et donc « nous comprendre » et... en tirer les conséquences (cohérence de leur démarche), à savoir appuyer la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme ! Les pays accusés d'abriter les activités du PKK sont ainsi sommés de stopper cette inqualifiable soutien (*Milliyet*, 20 septembre, *Cumhuriyet*, 13 septembre, etc.).

#### *L'amertume est patente*

Le « deux poids, deux mesures » des Occidentaux est donc fortement dénoncé. Cette dénonciation n'est pas nouvelle mais une amertume, elle plus nouvelle, est nettement perceptible dans les déclarations et les articles de presse. Cette amertume suit une logique qui se veut implacable : « Lorsque la Turquie s'estime victime du terrorisme (PKK), ses alliés ne viennent pas à son secours, voire soutiennent les terroristes, alors que lorsqu'il s'agit des Etats-Unis... » (déclarations du Vice-Premier ministre D. Bahçeli, *Milliyet*, 10 octobre, d'İ. Cem, *Cumhuriyet*, 10 octobre). De nombreux journalistes rappellent ainsi que la Turquie a, à plusieurs reprises, demandé à ses alliés otaniens le vote de l'article V pour lutter contre le terrorisme, mais que sa requête n'a jamais reçu de réponse positive (*Milliyet*, 20/9/01, *Türkiye*, 15/10/01). Cette politique du « double standard » est notamment mise en avant pour l'Allemagne accusée d'abriter le PKK, et dans une moindre mesure pour la Belgique qui refuse d'extrader Fehriye Erdal et pour la France qui refuse d'extrader Sursun Karataş (*Hürriyet*, 10 octobre). Le contentieux avec l'Italie sur l'expulsion/extradition d'Öcalan a également réapparu dans la presse.

De nouveau, on rappelle, avec toujours une certaine amertume, les déboires de la guerre du Golfe : « La Turquie est le pays qui a le plus souffert de la guerre du Golfe. Elle a soutenu Washington clairement et sans hésitations. La dette de l’Égypte, d’un montant de 9 milliards, a été immédiatement effacée. La Turquie, elle, a perdu 100 milliards de dollars bien qu’elle ait défendu avec constance le monde libre contre l’Union soviétique. (...) Elle a du entretenir la plus forte armée de l’Europe. C’est une raison pour laquelle elle n’a pas pu atteindre un niveau de développement économique comparable à celui de l’Allemagne, de l’Italie ou du Japon. Nous avons défendu le flanc sud de l’OTAN mais n’avons pas reçu la même aide américaine que l’Égypte, le Pakistan ou Israël » (Yılmaz Öztuna, *Türkiye*, 15 octobre). La Turquie s’estime donc lésée, sans cesse victime d’un traitement injuste et discriminatoire. Forcément, cette amertume resurgit avec les débats sur l’engagement de la Turquie aux côtés de son allié américain après le 11 septembre. « L’Ouest a deux visages : quand ils ont besoin de la Turquie, elle est ‘incluse’, lorsque cela convient à leurs intérêts, elle est ‘exclue’ » (Cuneyt Arcayurek, *Cumhuriyet*, 29 novembre).

Un deuxième poids, deux mesures à connotation religieuse est par ailleurs également régulièrement dénoncée dans les articles consacrés aux orientations de la politique américaine ou même dans la perception qu’en a l’opinion publique. Les cas de la Bosnie-Herzégovine et de la Tchétchénie offrent en effet des exemples éloquents de cette incompréhension de la population et des élites du pays face à ce qui est perçu comme un choix éminemment religieux : les États-Unis, prompts à réagir lorsque le pétrole est en cause (guerre du Golfe), moins lorsque des musulmans se font massacrer.

### **La Turquie et le « clash des civilisations »**

#### *Islam et terrorisme : éviter de brouiller l’image de la Turquie*

Les attentats du 11 septembre suscitent par ailleurs une grande gêne en Turquie. L’islam est accusé d’être le berceau du terrorisme et les débats sur le « clash des civilisations » reviennent à l’ordre du jour. À l’exception de quelques gaffes dûment commentées (les propos du Président Bush sur les croisades et ceux du chef du Gouvernement italien sur la supériorité de la civilisation chrétienne), les dirigeants occidentaux rejettent prudemment toute assimilation hâtive et se départissent de tout discours sur le clash des civilisations (voir, par exemple, le discours du Président Chirac, *Le Monde*, 16 octobre). Ces positions officielles cachent toutefois mal de vrais sentiments, notamment dans les opinions publiques, d’incompatibilités des civilisations ou des cultures.

De nouveau, la Turquie est donc dans l’embarras comme elle l’a été à chaque fois qu’un conflit à connotation religieuse a éclaté (Bosnie-Herzégovine, Haut-Karabakh, etc.). La Turquie n’a forcément aucun intérêt à aviver un antagonisme latent entre le monde chrétien et le monde musulman, antagonisme ou impression d’incompatibilité qui l’éloignerait du monde occidental auquel elle estime appartenir. Les dirigeants turcs ont donc fermement, et à de très nombreuses

reprises, rejeté tout amalgame entre islam et terrorisme : « Terreur et islam ne vont pas ensemble » (A. N. Sezer, *Yeni Şafak*, 21 octobre, à l'occasion de la 17<sup>ème</sup> réunion du comité pour la coopération économique et commerciale de l'OCI) ; « Le terrorisme n'a pas de religion » (A. N. Sezer, *Cumhuriyet*, 22 octobre) ; « Il n'y a pas de terrorisme musulman, chrétien ou juif » (İ. Cem, *Türkiye*, 21 septembre) ; « Le terrorisme n'a pas de religion » (İ. Cem, *Hürriyet*, 28 septembre) ; « Identifier l'islam à une religion est une insulte à toutes les religions » (İ. Cem, *Türkiye*, 11 octobre), etc. Les deux partis islamistes, l'AKP et le Saadet, ont également fermement rejeté toute équation entre islam et terrorisme. « Ce serait une erreur d'assimiler terrorisme et islam ; islam dont la foi valorise la paix et la fraternité » (déclaration de Recai Kutan, président du Saadet)<sup>7</sup>.

La Turquie serait même, selon les propos du ministre des Affaires Etrangères, le « principal obstacle » pour ceux qui assimilent islam et terrorisme, pour ceux qui essaient de « défigurer les événements en un clash de civilisations » (*Türkiye*, 21 septembre, *Hürriyet*, 14 septembre). Et son engagement militaire aux côtés de l'Occident en Afghanistan montrerait que ces opérations militaires ne sont pas dirigées contre l'islam mais contre le terrorisme (Şükrü Elekdağ, *Sabah*, 5 novembre). Ce fut le sens de nombreuses déclarations officielles après l'annonce, le 2 novembre, de l'envoi d'une force spéciale turque : « La décision de la Turquie d'envoyer des troupes en Afghanistan est un important message pour tous signifiant qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre l'islam » (İsmail Cem, *Cumhuriyet*, *Milliyet*, 2 novembre). « Nous indiquons ici au monde chrétien qui accuse l'islam d'être responsable dans les attaques du 11 septembre que le terrorisme ne se développe pas dans l'islam » (B. Ecevit, *Hürriyet*, 2 novembre). Les commentaires des dirigeants américains vont dans le même sens (voir les déclarations du Président Bush reprises par *Cumhuriyet* le 2 novembre : « La décision de la Turquie d'envoyer des troupes spéciales en Afghanistan réfute les allégations que les Etats-Unis mèneraient une guerre contre l'islam »). Il n'est d'ailleurs pas du tout exclu que, dans ce cas précis, la Turquie ait fait l'objet « d'amicales pressions » de la part de son allié américain, anxieux de briser cette image d'ennemi du monde musulman et accusé d'avoir engagé une nouvelle croisade.

#### *Le « modèle turc »*

Dirigeants et éditorialistes dans la presse reprennent donc le thème du « modèle turc ». Selon ce discours, qui n'est pas nouveau, la Turquie représenterait un modèle de laïcité dans le monde musulman et un modèle de pays musulman ayant adopté les valeurs occidentales et ayant su mettre en place une démocratie et une économie de libre-échange, etc.

Ce thème du modèle a été très largement diffusé dès que la participation militaire de la Turquie aux opérations de paix fut assurée (deuxième moitié de novembre et début décembre).

<sup>7</sup> Ali Ergensoy, "Turkey confronts challenges of maintaining secular State model", *Eurasianet*, 18 septembre 2001(www.eurasianet.org).

Sous le titre « les pays musulmans sur la voie de la laïcité », le commentateur Fikret Bila annonce qu'avec « la contribution [militaire] de la Turquie, l'Afghanistan et l'ensemble du monde musulman connaîtra de positifs développements. Des pas vers la laïcité seront franchis » (*Milliyet*, 19 novembre). Sous le titre, « Le modèle turc », Sami Kohen, résume ainsi : « L'Ouest et notamment les Etats-Unis – presse et diplomates confondus – évoquent le modèle turc. Après les événements du 11 septembre, la Turquie est montrée en exemple au monde musulman. La raison qui sous-tend cette importance aux yeux des Occidentaux est sa structure étatique laïque. Elle est considérée comme une alternative au radicalisme islamique incarné par les Talibans. (...) Sa progression vers la démocratie et son économie de libre-échange sont également parmi les facteurs encourageants » (*Milliyet*, 20 novembre). En bref, la Turquie est un « modèle pour l'Afghanistan » (*Turkish Daily News*, 6 décembre) et « pour le reste du monde musulman ».

Cette rhétorique sur le modèle turc avait déjà connu un regain de succès avec la (re)-découverte de l'Asie centrale après 1991. Elle est intrinsèquement liée à un autre thème récurrent en Turquie, celui de l'intermédiaire idéal. Par sa position géostratégique unique (thème également toujours d'actualité, voir, par exemple, *Milliyet*, 11 octobre), et son appartenance au monde occidental et au monde musulman, la Turquie serait un intermédiaire idéal entre ces deux mondes. Fort logiquement, cette position a également été mise en avant dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre : « La Turquie doit agir en médiateur entre l'Ouest et le monde musulman, doit mettre en avant son modèle pour réconcilier les deux civilisations » (*Hürriyet*, 1<sup>er</sup> octobre) ; « Le 11 septembre a de nouveau montré que la Turquie est le seul pays membre de l'OTAN et de l'Organisation de la conférence islamique » (*Cumhuriyet*, 16 octobre) ; « Le seul pays membre de l'OTAN et membre de l'OCI, musulman mais laïc » (*Milliyet*, 11 octobre) ; etc.

Dirigeants et élites turcs ne sont bien sûr pas les seuls à mettre en avant de tels atouts et ces jugements sur le rôle joué, ou que pourrait jouer, la Turquie sont partagés par certains analystes en Occident. Ainsi, Michael Radu, expert sur le terrorisme au Foreign Policy Research Institute à Washington loue, dans une de ses récentes études, le modèle kémaliste ; Bernard Lewis, dans un article publié dans *Le Figaro*, prône lui aussi le « modèle turc » (*Cumhuriyet*, 26 septembre, *Sabah*, 9 octobre, *Milliyet*, 25 septembre et 11 octobre, etc.). Le célèbre politologue Francis Fukuyama a également disserté sur le « modèle turc pour le monde musulman » et « le rôle que pourrait jouer la Turquie dans la libéralisation de l'islam » dans une de ses récentes conférences (voir, par exemple, *Turkish Daily News*, 7 décembre). L'étude de Steven Cook, effectué pour le compte de la Brooking Institution<sup>8</sup>, reprend aussi l'ensemble de ces thèmes (Anadolu Ajansi, 14 novembre), etc. Ces études et articles sont bien sûr régulièrement cités par les journalistes turcs qui y voient un moyen de conforter leurs propres discours.

---

<sup>8</sup> «US-Turkey Relations and the War on Terrorism», *Analysis Paper*, n°9.

De fait, le raisonnement des dirigeants turcs et américains n'est pas mauvais. Toutefois, sa pertinence reste à être vérifiée. L'engagement d'un pays certes laïc mais peuplé de musulmans dans une campagne qui ressemble fort à une campagne antimusulmane, peut effectivement tempérer ou annihiler cette image de croisade mais il peut aussi ériger la Turquie en pays traître à la solde des Américains. La Turquie est déjà considérée par de nombreux pays musulmans, ou factions politico-religieuses plus extrémistes, comme un pion des Etats-Unis voire comme un pays qui a renié son appartenance au monde musulman. Son engagement dans ce que certains considèrent bien comme une croisade peut donc s'avérer à double tranchant. Et son rôle d'intermédiaire n'est alors plus qu'un leurre. Certains éditorialistes s'interrogent d'ailleurs lucidement sur les risques inhérents à une telle double appartenance : « L'OCI peut voir la Turquie comme un pion de l'OTAN et de l'Ouest et, dès lors, l'exclure. L'OTAN peut déclarer que la Turquie a fait tout ce qu'elle a pu [au sein de l'OCI] et la marginaliser » (Mustafa Balbay, *Cumhuriyet*, 16 octobre). D'intermédiaire idéal entre deux mondes, la Turquie peut ainsi glisser vers la marginalisation chez l'ensemble de ses partenaires.

Peut-être conscients de ce danger, les dirigeants turcs n'ont pas manqué de rappeler que la Turquie participe activement aux missions internationales en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, où elle assume un rôle de protection des musulmans. Les dénonciations de plus en plus vives du régime taliban, de ses excès et de la menace qu'il fait peser sur la région, et donc sur une région musulmane, entrent également dans ce schéma. « La défaite des Talibans, qui torture le peuple afghan depuis près de cinq ans, est en fait une victoire de l'islam » (Déclaration d'Ecevit sur la chaîne de télévision national TRT le 17 décembre, Anadolu Ajansi, 17 décembre).

Enfin, la question de la fiabilité du partenaire américain se pose. Les Etats-Unis vont-ils réellement jouer la carte de la Turquie dans la lutte contre l'expansion du fondamentalisme islamique. La presse et les discours officiels américains semblent l'indiquer mais d'autres voix remettent en cause ce rôle que pourrait remplir la Turquie. On s'en inquiète forcément dans la presse turque. « On annonce que les Etats-Unis vont former un bouclier de l'OTAN dans les Balkans pour empêcher la diffusion de la terreur islamiste. La Turquie, seul pays laïc du monde islamique, ne peut-elle pas jouer ce rôle ? La Turquie doit s'opposer à un tel projet. La garantie la plus concrète contre la diffusion de la terreur fondamentaliste en Europe via les Balkans est la Turquie. Former une seconde ligne de défense au lieu de renforcer la Turquie serait une folie » (Güngör Mengi, *Sabah*, 24 septembre).

### **La donne irakienne**

La possibilité a été évoquée très tôt par certains dirigeants américains de profiter de cette crise pour définitivement détronner Saddam Hussein. Dans cette optique, Washington semble chercher à s'appuyer sur une opposition irakienne qui reste cependant dévastée et surtout désunie.

L'extension de la guerre à l'Irak est vigoureusement rejetée par la Turquie. Pour les dirigeants turcs, une intervention en Irak ne pourrait que provoquer la dislocation de ce pays. Le spectre de la création d'un Etat kurde vient alors immédiatement à l'esprit. Un tel Etat ne pourrait que renforcer les mouvements indépendantistes kurdes en Turquie. La seule réalité d'un vide politique dans cette zone peuplée de Kurdes à la frontière de la Turquie est un désastre pour l'Etat turc, un appel d'air pour les militants du PKK qui s'y replient.

Les dirigeants turcs se sont donc très tôt opposés à cette option. « La Turquie accorde une grande importance à l'intégrité territoriale de l'Irak et à la protection de son unité nationale » (déclaration du Président Sezer, AFP, 26 décembre, voir également *Türkiye*, 10 novembre ; voir *Cumhuriyet*, 12 octobre ; Tuncay Özkan, *Milliyet*, 9 Octobre, etc.). Le ministre des Affaires Etrangères, İsmail Cem, aurait même laissé entendre aux autorités militaires américaines lors de son voyage à Washington que la Turquie se laissait la possibilité de retirer tout soutien aux « ripostes militaires » américaines si la question irakienne était incluse dans ces ripostes. Cette position a été réitérée avec vigueur à de nombreuses reprises par les dirigeants politiques comme par l'état-major ou même par les milieux d'affaires pourtant traditionnellement plus enclins à répondre positivement aux « demandes occidentales ». Le président de Tüsiad (le syndicat patronal) a ainsi déclaré qu'il s'opposait à des « frappes qui nuiraient à l'économie turque » (AFP, 26 décembre).

Le précédent de la guerre du Golfe, qui avait permis aux Kurdes de prendre contrôle de leur zone où Bagdad n'exerce plus qu'un contrôle purement formel, est là encore lourd. « Toutes opérations militaires sur le nord de la Irak est hors de question. La Turquie s'y oppose car elles l'affecteraient négativement. La Turquie a déjà dans le passé perdu 40 milliards de dollars dans une situation similaire » (déclaration du chef d'état-major, Hüseyin Kirikoğlu, *Türkiye*, 10 novembre. H. Kivrikoğlu a réitéré cette position à de multiples reprises (voir, par exemple, *Hürriyet*, 26 décembre).

Quant à la possibilité, évoquée par plusieurs commentateurs américains – et non des moindres<sup>9</sup> – de prendre fait et cause de la disparition de l'Etat irakien et d'annexer le nord de l'Irak à la Turquie (un pays allié sur lequel on peut se reposer), elle reste extrêmement problématique pour cette dernière. Cette zone est en effet riche en pétrole mais surtout peuplée de Kurdes. La Turquie a déjà entamé une longue et coûteuse guerre contre *ses* Kurdes (de 20 à 25% de la population du pays selon les estimations), l'annexion d'une nouvelle population « turbulente » et de surcroît absolument pas turquifiée, ne pourrait que relancer la guerre dans le pays. Les premières mesures prises par la Turquie face à une possible intervention des Etats-Unis en Irak sont d'ailleurs édifiantes : elle a « pris toutes les mesures nécessaires face à un possible afflux de réfugiés [kurdes] » (*Milliyet*, 29 novembre). Une telle hypothèse ne prend, par ailleurs, pas en compte les relations assez tendues entre les Turcs et les Arabes. Tout comme pour le cas européen, la Turquie ne jouit pas d'une image très flatteuse dans le monde

<sup>9</sup> Voir, entre autres, les déclarations de James Woolsey, ancien directeur de la CIA (*Hürriyet*, 28 novembre) ; ou la position de l'influent magazine américain *Forbes* (*Milliyet*, 29 novembre).

arabe. Hérité d'une image du Turc/Ottoman qui a longtemps dominé la région, renforcé par son alliance avec les Etats-Unis, et plus récemment avec Israël, les Turcs souffrent d'une image extrêmement négative. Face à l'annexion d'une région de l'Irak, les pays arabes les moins modérés risqueraient de faire bloc contre la Turquie.

Fin novembre, quelques bémols sont mis à la ferme opposition de la Turquie à toute opération militaire sur l'Irak : l'ambassadeur de la République de Turquie à Washington, Faruk Laloğlu, a déclaré que la Turquie est fermement opposée à toute intervention en Irak mais pourrait revoir sa position si des preuves de l'implication de l'Irak dans les attentats lui sont fournies (*Hürriyet*, 22 novembre, Anadolu Ajansi, 21 novembre). Quelques jours plus tard, le ministre de la Défense turc, S. Çakmakoğlu, déclarait : « nous avons répété à plusieurs reprises que la Turquie s'oppose à toute opération en Irak ; cependant, de nouvelles conditions pourraient appeler à de nouvelles positions » (*Hürriyet*, 29 novembre, Anadolu Ajansi, 28 novembre). Ces deux déclarations ont suscité de très nombreux commentaires. La Turquie serait-elle en train de changer d'avis, d'appuyer une intervention contre l'Irak ! L'éditorialiste Sami Kohen, lui, estime, au contraire, que cette position représente une précaution supplémentaire de la part des dirigeants turcs : si preuve est faite de l'implication de l'Irak dans les attentats, alors la Turquie soutiendra une intervention militaire dans ce pays ; mais, dans le cas contraire (cas présenté comme probable), alors la Turquie est dédouanée de tout soutien (*Milliyet*, 29 novembre).

Enfin, de nouveau, la question de la fiabilité du partenaire américain se pose. « Depuis le 11 septembre, ils [les Etats-Unis] harcèlent la Turquie. La Turquie envoie donc ses soldats en Afghanistan en tant que forces de paix dans le cadre de la reconstruction politique du pays. Cependant, pendant les rencontres internationales destinées à planifier le développement futur de l'Afghanistan, la porte a été claquée à la face de la Turquie (...). On nous a répété que la Turquie jouerait un rôle majeur dans le nouvel Afghanistan. Vraiment ? La Turquie n'a pas été incluse dans les réunions qui ont dressé les grandes lignes du nouvel Etat afghan. (...) Maintenant, il ne se passe pas un jour sans qu'un commentateur américain parle de chasser Saddam Hussein engageant la Turquie dans cette affaire. (...) On ne peut s'empêcher de penser que les Etats-Unis se préparent à jouer le même jeu qu'avec l'Afghanistan (...) Les Etats-Unis mettent leurs intérêts nationaux avant et au dessus de tout » (Cuneyt Arcayurek, *Cumhuriyet*, 29 novembre).

## Conclusion

L'objectif de la Turquie en s'engageant dans des opérations militaires aux côtés des Etats-Unis en Afghanistan est bien d'affirmer son importance pour la coalition occidentale. Son modèle de laïcité dans le monde musulman est plus que jamais mis en avant. Son identité était déjà partiellement basée sur cet axiome et elle en avait déjà fait une composante essentielle de son image vis-à-vis du monde occidental. Aujourd'hui, la portée et la valeur de ce « modèle de laïcité et de démocratie dans le monde musulman » deviennent des atouts plus que précieux et il convient de saisir cette opportunité de jouer un rôle majeur dans les recompositions politico-religieuses à venir (redoutées ou espérées). Mais il s'agit aussi pour la Turquie d'affirmer son influence dans la région centre-asiatique où elle essaie, avec un succès relatif, de devenir un acteur prééminent depuis 1991. Elle fut ainsi la première à rouvrir son ambassade à Kaboul après le départ des Talibans et a également déjà ouvert un consulat dans la région de Mazar-i Sharif proche de l'Ouzbékistan (*Cumhuriyet*, 15 novembre, *Sabah*, 13 décembre).

Le 11 septembre a également relancé de vieux débats : sur l'appartenance double de la Turquie (musulmane mais laïque, membre de l'OTAN mais peuplée de musulmans et membre de l'OCI, etc.) et sur la pertinence et la portée de cette double appartenance ; ou sur les contradictions entre intérêts nationaux (turcs) et intérêts (suprêmes !) de l'OTAN (ou des Etats-Unis) et la réelle marge de manœuvre de la Turquie. Ce débat remonte aux années 60 où la question chypriote avait mis la Turquie en porte-à-faux avec son allié américain qui avait alors fait pression sur la Turquie face à une possible intervention militaire turc (« syndrome de la lettre Johnson »<sup>10</sup>). C'est de nouveau la question chypriote qui, en 1974, avait mis en relief de profondes divergences d'intérêts entre la Turquie et son allié (embargo américain en rétorsion à intervention militaire turque à Chypre). En 1990, la guerre du Golfe a relancé le débat, cette fois-ci essentiellement autour de la question kurde.

L'engagement militaire auprès des Etats-Unis n'a par ailleurs pas suscité de grandes réactions dans une société civile relativement amorphe. Quelques manifestations, la plupart non autorisées<sup>11</sup>, ont regroupé ici ou là des militants de gauche et des islamistes. Une cinquantaine de manifestants ont été arrêtés dans le quartier de Bakırköy à Istanbul fin septembre alors qu'ils manifestaient et scandaient des slogans comme « à bas l'impérialisme américain » (*Radikal*, 30 septembre). De plus grandes manifestations de gauche et d'islamistes ont été interdites à la mi-

<sup>10</sup> Lorsque les premiers conflits interethniques éclatent à Chypre en 1963, face à une possible intervention militaire de la Turquie sur l'île, le Président américain Johnson croit bon d'avertir Ankara, dans une lettre datée du 5 juin 1964, que les États-Unis ne se sentiront pas obligés de défendre la Turquie en cas de riposte soviétique à une intervention militaire turque à Chypre. Ainsi, le parapluie américain s'avérait ne pas être inconditionnel. Et non seulement ce parapluie n'était pas inconditionnel, mais la Turquie a vu ses propres intérêts stratégiques bénéficier de bien peu de considération chez ses partenaires.

<sup>11</sup> Comme dans beaucoup de pays, la tenue d'une manifestation requiert une autorisation de la Préfecture de police. Diverses manifestations sont organisées malgré le refus de la Préfecture d'octroyer une autorisation. Le degré de réaction de forces de police est alors un indicateur du degré d'opposition officielle à la tenue de la manifestation (et aux thèses, idées qui y sont diffusées). Ce mode opératoire permet aux autorités (locales ou nationales) de diffuser des messages officiels.

octobre (*Cumhuriyet*, 16 octobre) ; quelques étudiants ont manifesté devant le consulat américain quelques jours plus tard, etc.

Enfin, les débats sur l'engagement militaire de la Turquie en Afghanistan ont aussi mis en lumière la fragilité de la scène politique turque. Les islamistes turcs se sont tenus relativement à l'écart de ces débats. Leurs prises de position sont restées plutôt prudentes et leurs dénonciations de la politique gouvernementale sur ce dossier, comme leurs condamnations de cette guerre menée par les Etats-Unis en Afghanistan, mesurées. De fait, la mise en accusation internationale de l'extrémisme musulman les incite à cette discrétion. L'armée, qui s'est arrogée en Turquie le droit et le devoir de combattre l'islamisme, n'a d'ailleurs pas manqué de saisir cette occasion pour démontrer le bien-fondé de sa « campagne anti-fundamentaliste » : « Nous avons éradiqué nos Bin Laden le 28 février »<sup>12</sup> (déclaration du chef d'état-major, H. Kivrikoğlu, *Hürriyet*, 30 octobre).

---

<sup>12</sup> Référence au « processus du 28 février », qui a débuté le 28 février 1997 lorsque l'armée a dicté au Premier ministre de l'époque, N. Erbakan, président du Refah, une liste de mesure à prendre pour éradiquer l'islamisme de Turquie, et qui s'est achevé avec l'éviction du Premier ministre (acculé à la démission en juin) et, quelques mois plus tard, l'interdiction du Refah (immédiatement reformé sous le nom de Fazilet).